

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

A propos du front unique (*A. Dunois*). — La Semaine Internationale (*R. Pelletier*). — Pour l'Unité du Front Proletarien. — Le Front Unique en Allemagne et en France. (*L. Révo*).

Les Temps héroïques continuent (*K. Radek*). — La Paix par la Révolution seule (*Rosa Luxembourg*). — Rosa Luxembourg *Eden et Cédar Pauly*. — Impérialisme et Capitalisme (*V. Lénine*).



ROSA LUXEMBOURG



LA VIE EN RUSSIE. — Les samedis communistes

## A propos du Front Unique

**L**E Comité directeur a décidé, dans sa dernière réunion, la convocation à Paris pour le 22 janvier d'une Conférence nationale des secrétaires fédéraux du Parti communiste. A l'ordre du jour, une seule question, celle du *front prolétarien unique*, à laquelle une Conférence internationale spéciale, qui se tiendra à Moscou, le 10 février et où notre Parti sera représenté par quatre délégués, s'efforcera de donner une solution assez largement compréhensive pour que tous les Partis affiliés puissent immédiatement l'appliquer.

Le *Bulletin Communiste* a publié dans son dernier numéro deux documents fondamentaux dont la lecture est indispensable à tous ceux de nos camarades qui veulent se faire une opinion sur la question du front unique : le premier document étant une thèse, ou plutôt un ensemble de thèses, adoptée le 18 décembre, à l'unanimité, par le Comité exécutif de l'Inter-

nationale Communiste : le second était un discours prononcé par Zinoviev à la séance de l'Exécutif du 4 décembre. Nous publions plus loin, pour compléter cette documentation préliminaire, l'appel que les Comités exécutifs de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale rouge ont adressé le 1<sup>er</sup> janvier aux prolétaires de tous les pays. Dans les semaines qui vont venir, la question du front unique figurera vraisemblablement à tous les sommaires du *Bulletin*. Dès maintenant, la discussion en est ouverte : toutes les opinions auront licence de se faire jour, à la seule condition de s'exprimer objectivement.

\*\*

Le mot d'ordre du *front unique* n'a pas, dans l'Internationale, rencontré partout une égale faveur. Tandis que l'Allemagne et l'Italie l'adoptaient pour ainsi dire d'emblée, la France lui faisait un accueil réservé. C'est que la seis-

sion a laissé derrière elle, en France, un cortège de haines tenaces qui opposent provisoirement à toute velléité d'ententes partielles, entre communistes et socialistes un obstacle difficile à franchir : lorsqu'il y a quelques mois, il fut question chez nous de nous associer aux dissidents pour l'action à mener contre la famine russe, la proposition en fut écartée d'un haussement d'épaules. Pas d'entente, même partielle, avec les scissionnistes de Tours ; pas d'entente, même momentanée, avec les aspirants scissionnistes de la C.G.T. majoritaire : « Nous seuls, et c'est assez ! »

Mais aujourd'hui, le problème se pose non plus sur le plan national, mais sur le plan international. Sans vouloir parler en prophète, on est enclin à conjecturer que la Conférence du 10 février lui donnera une solution conforme aux vœux évidents de l'Exécutif et que le mot d'ordre du front unique s'imposera d'ici peu à toutes les sections de l'Internationale, auxquelles il ne restera plus, le mot d'ordre étant formulé, qu'à en déterminer, chacune en son secteur respectif, les modalités d'application.

Je ne veux ni ne puis prendre ici, dans l'état présent du problème, qu'une simple position d'attente. Mais c'est mon droit et mon devoir de rappeler aux camarades du Parti que des problèmes internationaux comme celui du front unique ne sauraient être envisagés que dans un esprit international. Affirmer péremptoirement, comme l'ont fait divers camarades : Le front unique est peut-être excellent pour les Allemands, mais en France nous n'en voulons pas — c'est méconnaître dès l'abord l'une des vérités élémentaires qui, depuis le *Manifeste communiste*, sont à la base de l'internationalisme ouvrier, à savoir que les prolétaires de tous les pays sont liés les uns aux autres par une solidarité de fait qui leur impose la solidarité dans l'action.

On pourrait dire du front unique ce que, dans les fameux préambules aux statuts de la vieille Internationale, Marx a dit de l'émancipation des travailleurs : qu'il n'est pas « un problème simplement local ou national », mais un problème intéressant tous les pays où existe la société moderne et dépendant, quant à sa solution, du concours théorique et pratique des plus avancés d'entre ces pays. Vouloir donner une solution nationale à un problème qui dépasse de si loin les bornes de la nationalité,

c'est ne rien comprendre au problème et tourner à jamais le dos à la solution. Le problème du front unique qui se pose à cette heure, avec des différences d'acuité dans tous les pays où le capital s'efforce de ramener les prolétaires sous le joug, ne saurait être résolu qu'internationalement : d'où la convocation, par l'Exécutif de la Conférence du 10 février ; d'où l'obligation pour les communistes de France de se faire, du problème posé, une conception qui ne soit pas étroitement française.

..

Ils sont nombreux ceux qui s'étonnent du nouveau mot d'ordre de l'Internationale. Je ne suis pas de ceux-là. Le mot d'ordre du front unique n'est pas en contradiction avec ceux qui l'ont précédé. L'Internationale, quoi qu'on ait pu dire, n'a jamais préconisé systématiquement la scission ; elle s'y est résignée là où la scission était inévitable, là où l'adhésion des vieux partis au communisme apparaissait comme une chimérique entreprise. Par la création spontanée de Partis communistes ou par la transformation graduelle des anciens Partis socialistes, partout l'Internationale déploie désormais son drapeau. Plus de pays au monde qui n'ait aujourd'hui, en face des vieux Partis prolétariens réformistes, son jeune et vivant Parti communiste. Et la phase apparaît à peu près terminée où le mot d'ordre était : Séparez-vous théoriquement et pratiquement des vieux Partis socialistes ; débarrassez-vous des vieux chefs en qui vous n'avez plus confiance, formez des organisations indépendantes, répudiant la défense nationale et les méthodes légalitaires ; condensez tout votre programme dans cette formule de ralliement : dictature du prolétariat.

Une nouvelle phase est aujourd'hui ouverte. Contradictoire avec la précédente ? Non pas. Complémentaire plutôt. Il ne s'agit plus de créer des Partis communistes. Il s'agit aujourd'hui, en présence de l'offensive capitaliste qui, dans tous les pays, menace le prolétariat *tout entier*, et non pas seulement le prolétariat communiste, d'unir — de tenter d'unir — autour de programmes concrets, les prolétaires politiquement désunis, les prolétaires qui croient encore aux miracles parlementaires et ceux qui n'y croient plus.

Les programmes concrets qui, dès demain, pourraient permettre l'action commune, tien-

nent en un petit nombre de points : défense des salaires et de la journée de huit heures, lutte contre le chômage résultant de la désorganisation capitaliste et de la paix impérialiste, revendication du contrôle ouvrier, guerre à la guerre et au militarisme, reconnaissance par tous les Etats bourgeois de la Russie soviétique... La liste pourrait être aisément allongée.

Le mot d'ordre du front unique peut se heurter à des obstacles flagrants. En France principalement, ces obstacles ne sauraient être méconnus : d'une part, la grande majorité des prolétaires organisés politiquement appartient au Parti communiste, qui se soucie par conséquent assez peu de rechercher l'alliance des prolétaires dissidents ; d'autre part, la C.G.T. majoritaire est en pleine décomposition et nul ne peut dire actuellement si l'organisation rivale que viennent de constituer les syndicalistes révolutionnaires n'aura pas finalement raison d'elle. Ce sont là de sérieux obstacles ; ce ne sont là pourtant que des obstacles. La revendication du front unique n'en mérite pas moins d'être posée. Elle a pour elle l'avenir, parce qu'elle tend à unir et non à diviser, parce que les prolétaires ont toujours eu conscience de leur solidarité de classe ; parce qu'ils ont hâte d'en finir avec les querelles intestines provoquées par la trahison des vieux chefs, l'impuissance des vieilles organisations et l'équivoque des vieilles tactiques.

Que l'Internationale communiste appelle les masses au front unique, c'est un signe de confiance en elle-même et de confiance dans les masses. Forte de sa doctrine et de sa constitution, elle n'a rien à redouter d'alliances transitoires qui ne la feront pas dévier de la ligne droite qu'elle entend suivre et qui soumettront à son action des prolétaires auprès desquels elle n'a pu trouver audience jusqu'ici. Elle sait que pour gagner les masses au communisme, il faut aller résolument à elles, quitte à passer pour les atteindre par-dessus la tête de leurs chefs. Car ce n'est pas aux chefs, mais aux masses, que s'adresse l'Internationale ; c'est des masses et non des chefs qu'elle attend dans un avenir rapproché l'établissement du front prolétarien unique. Les chefs résisteront tant qu'ils pourront, mais les masses passeront outre, à la fin, à la malveillance des chefs.

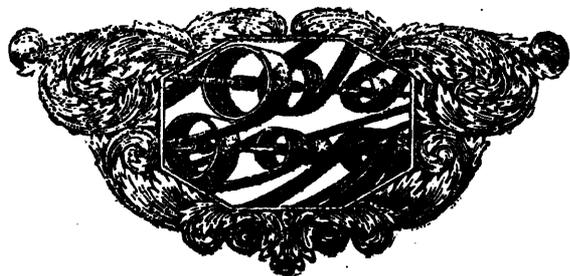
Front unique n'est pas unité. Il ne peut y avoir unité organique là où il n'y a pas un minimum d'unité doctrinale. Il ne s'agit donc pas

de reconstituer les unités brisées et justement brisées, puisqu'elles n'avaient de l'unité que le nom. Au vieux rêve unitaire, l'Internationale oppose aujourd'hui le front prolétarien unique, c'est-à-dire des actions communes en vue d'objectifs limités. C'est une tactique nouvelle dont les difficultés évidentes ne sauraient nous cacher la grandeur. Notre Parti français aura à dire si, pour son compte, il en propose une autre qui, par des moyens différents, atteindrait le même but. Demandons-lui, en tout cas, de se prononcer sans hâte, sans parti pris d'hostilité ni d'enthousiasme, sans préoccupations étrangères à l'objet de son examen. Autant la discipline est nécessaire dans l'action, quand l'action a été décidée, autant la délibération doit être libre. Mais quelle animatrice que l'Internationale ! Problèmes de tactique, problèmes d'organisation se succèdent sans relâche à ses ordres du jour. Elle en saisit à la même heure toutes ses sections nationales et dans le monde entier, tous les communistes organisés sont appelés à se prononcer en même temps. Le problème du front unique est posé. Notre Parti l'examinera dans un libre effort de raison, de réflexion et d'étude : le sentiment ni la passion n'ont rien à faire là-dedans.

Amédée DUNOIS.

P.-S. — Certains journaux syndicalistes et socialistes se sont amusés, paraît-il, de cette phrase de mon dernier article, où je disais que ce que pensent les communistes, c'est à Moscou qu'il faut aller le demander.

Evidemment, ce n'était là qu'une boutade, et ceux qui me connaissent ne s'y sont pas trompés. Au surplus, il faut être journaliste pour ignorer que la Constitution de la 3<sup>e</sup> Internationale, de l'Internationale Communiste, est profondément démocratique, et que ce sont les congrès qui y dictent la loi et non le Comité Exécutif, lequel se borne à l'appliquer. Est-ce ma faute ou celle des ennemis de la Révolution Soviétique si les congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale se sont depuis trois ans tous tenus à Moscou ? — Am. D.



# La Semaine Internationale

## La Bataille interrompue

La partie que jouaient à Cannes les deux impérialismes rivaux de France et de Grande-Bretagne a été interrompue par un coup de théâtre.

Le Bloc National, la France des rentiers, des fonctionnaires et des militaires, la France des capitalistes, rapaces mais mal organisés, a reculé d'horreur devant le plan de reconstruction de l'Europe, dressé par les grands capitaines d'industrie et de finance de Londres et de Berlin.

Le rétablissement du marché mondial a paru une dangereuse aventure à ceux qui ne savent guère exporter que des canons et des baïonnettes.

M. Briand et M. Loucheur, suspects d'avoir prêté une oreille trop complaisante aux théoriciens du *grand capitalisme* sont jetés par-dessus bord. M. Poincaré, le représentant indiscuté de l'impérialisme français, a pris le pouvoir.

Néanmoins il lui a été impossible de traire immédiatement dans les faits la réaction qui l'a mis en avant. Les points acquis par Lloyd George à Cannes sont portés à son compte. La conférence de Gênes aura lieu.

Mais nul ne peut douter que la vieille habitude de chicane que M. Poincaré doit à son premier métier lui inspirera mille difficultés de formes et de *garanties* qu'il dressera sur les chemins qui vont de Berlin et de Moscou à la ville italienne.

Sur toutes les questions que la Conférence de Cannes a laissées en suspens, c'est évidemment par des moyens dilatoires que le nouveau Président du Conseil essaiera de s'opposer aux conceptions anglaises.

Une opposition formelle, la mise en application immédiate des procédés violents que M. Poincaré, journaliste, préconisait contre l'Allemagne, aboutiraient à une affirmation brutale de l'isolement effroyable où se trouve actuellement la France capitaliste. C'est pourquoi si l'indolence du prolétariat français laisse son aveugle bourgeoisie poursuivre tranquillement son action chaotique, l'avenir immédiat sera fait de tractations touchées dans l'obscurité des chancelleries, de marchandages semblables à ceux que Poincaré poursuivait jadis dans les Balkans et ailleurs, pour aboutir à une nouvelle catastrophe mondiale.

## Le Créancier inquiet

Les invitations pour la Conférence de Gênes ont été lancées. L'Angleterre et l'Italie se sont disputé l'honneur de prier la Russie d'envoyer ses représentants. L'ambassadeur italien vient

de transmettre à l'Allemagne la nouvelle de son accès au futur Congrès. La Bulgarie elle-même sera de la fête.

L'Amérique, à l'heure où nous écrivons, n'a pas encore fait connaître sa décision.

Ce retard traduit l'hésitation du créancier américain invité à s'asseoir à la même table que toutes les nations de l'Europe qui sont ses débitrices, ou les débitrices de ses débitrices.

Le programme de la Conférence de Gênes est extrêmement vaste. On doit y rechercher les moyens de rétablir l'équilibre financier de tous les pays et de mettre fin à la danse des changes.

Or l'équilibre financier de la France et de l'Angleterre est compromis par leurs dettes et sur ce chapitre la créance américaine est inscrite pour un nombre respectable de milliards.

La France est à son tour endettée vis-à-vis de l'Angleterre et tous les autres pays d'Europe alliés ou vaincus sont liés entre eux et avec Paris et Londres par des nombres variés mais imposants de milliards prêtés ou inscrits dans les traités de paix.

Au premier, au second, au troisième degré, les Etats-Unis sont les créanciers de toute la vieille Europe.

Récemment, au Sénat américain, M. Mac Cormick a demandé qu'on surveille les dépenses somptuaires de la France et l'on parle très sérieusement dans les milieux gouvernementaux d'inviter les débiteurs oublieux à commencer leurs versements.

Voilà qui va troubler bien des ministres des finances.

La seule unité qui puisse se réaliser à Gênes n'est-elle pas celle des débiteurs ?

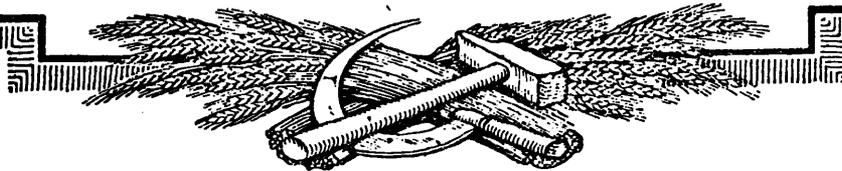
Aussi redoute-t-on à Washington que tous les participants à la guerre mondiale ne se mettent d'accord pour déclarer que la paix et le bonheur du monde ne dépendent que d'une annulation de dettes dont l'Amérique ferait en fin de compte tous les frais.

La réglementation des changes suppose enfin que l'or du Vieux Monde, qui par des chemins divers s'en est allé de l'autre côté de l'Océan, revienne en partie à son point de départ pour gager le papier-monnaie.

Devant ces perspectives, M. Harding et ses commettants de la finance américaine ont peur que le voyage à Gênes ne soit une très coûteuse aventure. Peut-être le feront-ils mais ce ne sera pas sans s'entourer de garanties innombrables et les experts américains rendront la vie dure à leurs collègues des nations européennes.

Robert PELLETIER.

# ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



## Pour l'Unité du Front prolétarien

### Aux Prolétaires de tous les Pays !

Les Comités Exécutifs de l'Internationale Communiste et de l'Internationale des Syndicats Rouges, après avoir étudié au cours de trois séances la situation mondiale et celle du prolétariat international, ont acquis la conviction que les circonstances présentes rendaient nécessaires la concentration de toutes les forces du prolétariat mondial et la formation sur un front unique de tous les partis qui ont leur appui dans la classe ouvrière, sans égards aux divergences qui les séparent, pourvu qu'ils soient tous animés du désir de combattre pour les revendications les plus pressantes de la classe ouvrière.

L'Exécutif de l'I. C. convoque pour le 10 février 1922 une Conférence Internationale pour laquelle toutes les sections de l'I. C. sont priées de mandater une représentation double de leur représentation ordinaire. L'Exécutif de l'I. C. invite tous les Partis Communistes à se déclarer hautement pour l'unité du front prolétarien.

Travailleurs et travailleuses ! Trois années se sont écoulées depuis la fin de la guerre impérialiste au cours de laquelle vos existences ont été sacrifiées sans mesure aux intérêts du capital. En ces trois années, le capital international, jouissant de sa pleine liberté d'action, s'est trouvé en mesure de montrer qu'il était incapable de créer un ordre social assurant aux masses laborieuses un minimum de bien-être et de sécurité.

Le résultat est clair.

#### Le chaos de l'Economie Mondiale

Six millions de chômeurs aux Etats-Unis ; en Angleterre, deux millions ; dans les pays neutres enrichis par la guerre, chômage croissant par suite du manque de débouchés pour l'exportation.

Misère navrante des pays ruinés de l'Europe orientale et centrale : Russie, Balkans, Turquie, etc., etc..

Pour rétablir leur vie économique, c'est-à-dire pour que les pays ruinés puissent entretenir leur

industrie, ils ont besoin d'importer des quantités énormes d'articles variés.

Au centre de l'Europe, l'Allemagne, déployant une activité fiévreuse, exporte dans le monde entier ses marchandises à des prix défiant toute concurrence. Si elle ignore le chômage, la condition de ses travailleurs est néanmoins pire que celle des sans-travail anglais. La crise des logements s'aggrave, les impositions s'alourdissent.

Le monde qui retentissait naguère du cri de : « *Malheur aux Vaincus !* » entendra bientôt le : « *Malheur aux Vainqueurs !* » La bourgeoisie ne réussit pas à y ramener la paix. Les ruines du Nord de la France, de la Belgique, de la Serbie, de la Roumanie, de la Pologne, de la Russie ne sont pas encore déblayées. Et le capital des pays victorieux cherche à imposer les charges du relèvement de l'Europe à la seule Allemagne. La conséquence de ce fait est que celle-ci est condamnée à succomber à son tour sous un fardeau écrasant. Où la bourgeoisie tente une œuvre de restauration, elle en fait l'objet de marchandages et de combinaisons destinés à engendrer infailliblement de nouveaux conflits.

Trois ans de guerre impérialiste, puis trois ans d'interventions armées de l'Entente, ont, en dépit de l'héroïque résistance du pouvoir des Soviets, ravagé la Russie, grenier de l'Europe. La sécheresse de l'été dernier, menaçant de provoquer la mort par la famine de 25 millions d'hommes, fait en outre de la reconstitution de la Russie un problème de vie ou de mort pour des millions d'ouvriers et de paysans russes. Aussi les gouvernements bourgeois les plus aveugles commencent-ils à se rendre compte qu'on ne peut, sans reconnaître diplomatiquement la Russie des Soviets et sans la restaurer économique, ni résoudre la crise économique mondiale, ni pallier même temporairement aux difficultés politiques internationales.

*Tant que la Russie ne réparait pas sur le marché à la fois en qualité de débouché pour l'exportation et de fournisseur de matières premières,*

*l'économie mondiale restera mutilée. Tant que la Russie Soviétiste ne sera pas garantie contre de nouvelles agressions, elle devra entretenir sous les armes une puissante armée rouge, et les petits Etats capitalistes, ses voisins, pourront toujours, par leurs agressions répétées, provoquer une nouvelle conflagration mondiale.*

La bourgeoisie refuse cependant tout secours aux affamés de Russie, espérant que leurs souffrances rendront les Soviets plus accommodants. *Les exigences du capital mondial tendent à amener le gouvernement des Soviets à abdiquer, pour être reconnu, sa souveraineté en faveur d'un consortium financier international qui se conduirait en Russie comme en Chine ou en Turquie.*

Le peuple russe, après avoir pendant quatre années résisté les armes à la main aux tentatives d'instaurer en Russie, par la dictature des Blancs, un régime semblable, résistera de tout son pouvoir à ces nouvelles tentatives de le réduire « pacifiquement » en esclavage. C'est pourquoi la rentrée de la Russie dans la vie économique du monde et le problème de la paix générale vont être les objets de luttes nouvelles.

Mais les rapports du capital mondial avec la Russie Soviétiste et l'Allemagne ne constituent pas la seule source de nouveaux ébranlements. La Conférence de Washington, qui s'est évertuée à résoudre les problèmes de l'Extrême-Orient, les a laissés sans solution. Le peuple chinois de 400 millions d'hommes continue à être l'objet de marchandages et de compétitions entre les puissances. Conscientes de leur incapacité à résoudre ces conflits ou à renoncer au pillage de la Chine, les puissances viennent de conclure une quadruple alliance qui prouvent seulement qu'elles reconnaissent la grandeur du péril et qu'elles s'efforcent de s'empêcher les unes les autres d'agir séparément. Les armements terrestres, on n'a pas osé les diminuer, même sur le papier. Le désarmement maritime, dont on avait tant parlé, se réduit à une dérisoire comédie : retraite des unités vieillies, restriction de construction de dreadnoughts, développement de la flotte sous-marine et aérienne, recherche de nouveaux gaz asphyxiants pour empoisonner quelque jour des peuples entiers.

### L'offensive capitaliste

Incapables de s'unir entre eux pour la restauration de la société, incapables de lui assurer le pain et la paix, *les capitalistes de tous les pays se liguent pour prendre l'offensive contre la classe ouvrière.* Partout ils s'évertuent à réduire encore *des salaires* qui ne permettent même plus aux travailleurs de mener leur misérable train de vie d'avant-guerre. Partout, malgré le chômage, ils veulent *prolonger la journée de travail.* C'est dans le monde entier que le capital a déclenché son offensive contre la classe ouvrière. Il ne peut pas agir autrement. La guerre l'a accablé de *dettes publiques* accrues encore par la paix impérialiste. Les gouvernements capitalistes n'osent pas annuler ces dettes de guerre. Quelqu'un doit cependant en supporter le poids : ce sera évidemment la classe ouvrière.

Qu'est-ce que les dettes publiques ? Elles ne représentent que le droit des capitalistes de s'approprier, sans participer à la production, une part nouvelle du produit du travail prolétarien.

*Et l'offensive patronale tend à forcer les ouvriers à produire davantage afin que les profiteurs de la*

*guerre et les spéculateurs de la paix puissent s'approprier une part sans cesse croissante du produit du travail prolétarien.*

Le prolétariat qui, pendant la guerre, permit aux capitalistes, par sa docilité et son travail, de dévaster le monde, devrait maintenant, au prix d'un travail excédant, permettre aux profiteurs de continuer, sur les ruines accumulées, une existence fastueuse.

### Les résultats du Réformisme

Pendant trois ans, travailleurs, vous avez espéré que votre sort s'améliorerait, que les capitalistes tiendraient leurs promesses de guerre, que vous auriez enfin la démocratie, l'indépendance, la paix, la liberté. Vos illusions sont aujourd'hui dissipées. Au lieu d'obtenir la nationalisation des mines, *les mineurs anglais* ont dû subir des réductions de salaires. *Les travailleurs allemands*, qui se sont longtemps leurrés de l'espoir de socialiser pacifiquement les moyens de production, voient maintenant les rois de l'industrie allemande, les Stinnes et leurs pareils, tenter l'expropriation des chemins de fer de l'Etat et exporter leurs richesses à l'étranger afin d'en éviter la saisie. *La France* est de plus en plus à la merci d'un capitalisme que la guerre a rendu plus homogène. *Aux Etats-Unis*, *le gouvernement du parti républicain signifie le règne avoué des grands trusts.* Partout, les allocations de cherté de vivres sont supprimées. On ne peut payer le pain au prix fort n'a qu'à mourir de faim. La démocratie d'après-guerre n'est que l'écran qui masque le pouvoir réel des spéculateurs de guerre et les complots, forgés contre les peuples, d'une diplomatie sans cerveau.

Dans nombre de pays capitalistes, la terreur blanche sévit. *Aux Indes* et en *Egypte*, c'est par le terrorisme, jusqu'ici resté le privilège des minorités infimes contre les masses, que l'oligarchie anglaise se maintient. *Aux Etats-Unis*, en *Pologne*, en *Roumanie*, en *Yougo-Slavie*, en *Espagne*, *les syndicats sont hors la loi.*

Toutes les promesses des Internationales 2 et 2 1/2 et de la Fédération Syndicale d'Amsterdam sont tombées à l'eau. Ces unions internationales n'ont pas su vous mener au combat, ne fût-ce que pour la démocratie et pour les réformes, parce que leur coalition avec la bourgeoisie les condamne à l'impuissance et que, bon gré mal gré, elles ne peuvent plus que servir à l'affermissement de la classe possédante.

### Le front unique est indispensable

Prolétaires ! Ces expériences devraient montrer, même aux plus aveugles, combien l'Internationale Communiste avait raison de dire que la classe ouvrière ne peut s'émanciper qu'en brisant le pouvoir de la bourgeoisie, en érigeant le sien propre, en s'associant internationalement pour déblayer les ruines de la guerre et commencer l'œuvre de reconstitution. Nous savons cependant quelle est encore la force des liens du passé, des influences de l'école, de la presse et des églises capitalistes. Nous n'ignorons pas combien les grandes masses ouvrières redoutent encore la prise du pouvoir et d'avoir à se forger elles-mêmes leur propre destinée. Nous savons combien les grandes masses ouvrières ont été intimidées par les défaites que les minorités communistes ont essuyées dans leur lutte contre la mise en esclavage du prolétariat. Nous connaissons les menées de la presse capitaliste internationale, qui cherche à vous impres-

sionner en montrant les blessures que le prolétariat russe isolé a reçues dans son duel inégal avec le capitalisme international. Et c'est justement parce que nous savons tout cela que nous vous crions :

*Vous n'osez pas encore engager une nouvelle bataille, vous n'osez pas encore prendre les armes pour la dictature du prolétariat et donner l'assaut aux forteresses de la réaction mondiale. Ralliez-vous du moins pour défendre votre existence quotidienne, pour conquérir plus de pain et la paix ! Pour cette action, ne formez qu'un front unique. Opposez la classe ouvrière tout entière à la classe des exploités ! Détruisez les obstacles qu'on a dressés entre vous ! Communistes, social-démocrates, anarchistes, syndicalistes, prenez place dans le rang pour combattre la misère présente.*

L'Internationale Communiste a toujours appelé les travailleurs qui reconnaissent les principes de la dictature du prolétariat et du régime des Soviets à se former en parti indépendant. Elle ne rétracte pas un mot de ce qu'elle a dit jusqu'à présent de la nécessité de former des Partis Communistes. Elle est convaincue que des masses chaque jour accrues se rendront compte de la justesse de ses vues. Mais en dépit de tout ce qui les sépare, les travailleurs communistes des autres organisations politiques, l'I. C. tient à leur dire à tous :

*Travailleurs et travailleuses de tous les pays ! Serrez les rangs pour défendre les revendications qui vous sont communes à tous et qui doivent vous unir !*

Tous les travailleurs sans exception — y compris les adhérents des syndicats chrétiens ou libéraux — ne veulent pas d'une nouvelle réduction de salaires. Ils se refusent à travailler de plus longues journées en souffrant de la faim et du froid. Il faut donc les unir en un front prolétarien unique contre l'offensive patronale.

Tous les travailleurs sans exception ne veulent pas quémander du travail de porte en porte. Tous ils appréhendent d'être jetés sur le pavé. Ils doivent donc s'unir pour combattre tout ce qui aggrave le chômage. Et le chômage s'étendra encore dans les pays industriels si le prolétariat allemand, réduit à l'esclavage par le capital germanique et par celui de l'Entente, continue à peiner pour des salaires avilis, permettant ainsi à l'Allemagne de payer ses tributs de guerre et d'inonder les marchés étrangers d'articles à bon marché. Le chômage s'étendra encore si le monde capitaliste impose à la Russie Soviétique l'asservissement et l'esclavage ou l'oblige, affamée, à se défendre encore les armes à la main.

*Unissez-vous donc, travailleurs, pour exiger l'annulation des dettes de guerre, pour résister à l'égoïsme de l'Allemagne, pour que les conditions de reconnaissance de la Russie des Soviets soient conformes aux intérêts du prolétariat international.*

Le chômage n'est pas la seule blessure du prolétariat. Le gâchis de la production, la liberté de produire et d'exporter laissée aux seuls capitalistes, le menacent aussi. Le monde appauvri a besoin d'une répartition systématique et d'une exploitation méthodique des matières premières. Il a besoin du contrôle de la production, tant que ses organes élus n'auront pas la possibilité de contrôler les agissements des désorganisateur de la production. Unissez-vous donc, travailleurs, pour conquérir le contrôle de la production, exigé non seulement par les intérêts du prolétariat, mais en-

core par les intérêts des couches les plus larges de la petite bourgeoisie, gravement atteintes, elles aussi, par la hausse continue des prix.

*Tous les travailleurs, qu'ils soient communistes, social-démocrates, syndicalistes, ou même adhérents des syndicats chrétiens et libéraux, ont un intérêt égal à empêcher la diplomatie capitaliste de provoquer une nouvelle conflagration mondiale, et à mettre fin à ses menées criminelles. Unissez-vous donc, travailleurs, contre les armements et contre les intrigues capitalistes.*

### Préparez le front unique à l'atelier !

L'Internationale Communiste invite les travailleurs communistes et avec eux tous les travailleurs honnêtes à s'unir partout et dans tous les pays, à l'atelier comme dans les réunions publiques, et à ne former qu'une famille étroitement solidaire en présence de toutes les misères du temps présent. Suscitez la volonté de fer de l'unité prolétarienne, contre laquelle toutes les tentatives de division, d'où qu'elles puissent venir, se briseraient infailliblement. Si vous vous unissez, prolétaires des villes et des champs, tous les partis qui veulent être écoutés du prolétariat seront, eux aussi, contraints de s'unir contre le capital et de rompre leur alliance avec les partis capitalistes.

Aussitôt que le prolétariat se sera rallié, il lui deviendra possible d'user des droits que lui confère la prétendue démocratie capitaliste, en vue d'améliorer son sort et de consolider ses positions acquises. Et nous vous le disons à l'avance : le géant prolétarien ne peut déployer sa force dans le poulailler bourgeois. Quand vous aurez commencé l'action, vous verrez qu'il faut, pour vaincre, l'épée de la dictature. Mais nous n'ignorons pas que cette dictature ne sera possible que lorsque la grande majorité du prolétariat y adhèrera en vertu de ses propres expériences. C'est pourquoi l'Internationale et les Partis Communistes veulent, avec patience et fraternité, marcher de pair avec tous les autres prolétaires, si même ceux-ci se placent sur le terrain de la démocratie capitaliste. Si vous vous unissez, si l'ensemble du prolétariat se met en mouvement, nous savons qu'il reconnaîtra bientôt la grandeur de ses forces et que les bourgeoisies, aujourd'hui maîtresses de la situation, baisseront vite le ton.

Convaincus inébranlablement que vous finirez par entrer dans la voie déjà marquée du sang des meilleurs d'entre vous, dans laquelle des centaines de millions d'ouvriers russes ont persévéré jusqu'à la mort, dans laquelle Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Léo Jogichès et des centaines de militants inconnus ont donné leur vie, tandis que d'autres étouffent dans les prisons, convaincus inébranlablement que le prolétariat militant finira par entrer dans la voie du Communisme, nous vous crions :

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Pour l'unité du front prolétarien contre la bourgeoisie ! Contre l'offensive patronale ! Pour le contrôle de la production ! Contre les armements et les complots capitalistes ! Contre l'asservissement des travailleurs d'Allemagne ! Bas les mains devant la Russie des Soviets ! Du pain et des machines pour le prolétariat russe ! Vive la solidarité prolétarienne dans chaque pays et dans le monde entier.*

*L'Exécutif de l'Internationale Communiste.*

*L'Exécutif de l'Internationale Syndicale rouge.*

Moscou, 1<sup>er</sup> janvier 1922.

# Le "Front Unique" en Allemagne et en France

Après trois années de vains efforts pour reconstituer dans la « paix » l'économie mondiale, détruite par les sévices de l'impérialisme, les antagonismes de classes, accentués par la guerre, ne se sont guère apaisés. La bourgeoisie, qui s'est servie du prolétariat pour accomplir la grande œuvre destructive, entend lui faire supporter à présent les frais de la reconstruction. Et toute tentative des impérialismes victorieux, pour rétablir l'ordre économique et pour sauver le système capitaliste de l'écroulement formidable qui approche, aboutit à une nouvelle humiliation, à l'oppression encore plus aiguë des masses prolétariennes.

Divisée par les manœuvres criminelles des social-illusionnistes, qui, après avoir acclamé soit le kaiser allemand, soit le tsarisme russe, sont devenus aujourd'hui les plus sincères apôtres de la « démocratie pure », la classe ouvrière se sent impuissante en face des assauts de plus en plus évidents du capitalisme. Elle pousse le cri d'unité, afin de pouvoir résister aux convoitises des entrepreneurs et aux préparatifs de nouvelles guerres, poursuivis sans relâche par les grandes puissances impérialistes. Ce cri trouve partout un écho retentissant, les masses ayant reconnu la cause de leur faiblesse dans la scission scélérate provoquée par la trahison des chefs réformistes, qui, depuis longtemps, avaient abandonné la lutte des classes et la révolution.

Dans leur lutte incessante pour la révolution prolétarienne et, condition indispensable à cette révolution, pour la conscience de la majorité de la classe ouvrière, les communistes doivent tenir compte de ce profond sentiment qui anime actuellement le gros des masses exploitées. Ils ont le devoir de combattre au premier rang pour répondre à ce désir d'unité, pour rétablir l'unité brisée par la faute des socialistes contre-révolutionnaires.

Il va sans dire que l'unité organisatrice ne peut se réaliser que sur la base des principes et des méthodes de l'Internationale Communiste. Toute autre unité avec les socialistes dans la même organisation constituerait une rechute dans le marais des conceptions social-pacifistes et réformistes, wilsoniennes et utopiques, qui sont l'arsenal doctrinaire des Internationales 2 et 2 1/2. C'est l'évolution des choses, l'expérience acquise par le prolétariat au cours de cette évolution du capitalisme vers son déclin, qui finira par réunir la classe ouvrière sous l'étendard communiste.

Toutefois, bien qu'une union organisatrice avec les sycophantes du social-patriotisme soit impossible, il y a un maximum d'unité immédiatement réalisable. Le Parti Communiste d'Allemagne tâche, depuis le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste et le Congrès d'Iéna, d'atteindre ce maximum d'unité réalisable dans les circonstances présentes.

N'embrassant qu'un cinquième des ouvriers allemands politiquement organisés, le Parti Communiste allemand doit conquérir la majorité de ces travailleurs pour que la révolution puisse aboutir. Incessamment aux prises avec les leaders des partis mencheviks, qui, ayant encore derrière eux la majorité du prolétariat, cherchent à isoler le Parti Communiste des grandes masses, la section alle-

mande de l'Internationale Communiste s'efforce, suivant le mot d'ordre : « Allez aux masses ! », de ne pas se laisser isoler des prolétaires qui sont encore assujettis aux illusions démocratiques.

Le Parti Communiste dénonce les menées impudentes des chefs réformistes qui, craignant l'influence communiste sur leurs adhérents, ne rebutent pas devant la division de l'armée prolétarienne en face du redoutable ennemi de classe. Il tâche de rallier autour de lui, sous le mot d'ordre de l'Unité, tous les éléments sincèrement révolutionnaires, en proposant aux leaders mencheviks, aussi souvent que possible, des actions communes pour des buts concrets immédiats. Anxieux de conserver leur influence sur les masses, les chefs majoritaires et indépendants refusent d'habitude d'accepter la proposition des communistes. Ainsi, ils se démasquent eux-mêmes comme les pires ennemis de l'unité prolétarienne, repoussant eux-mêmes leurs adhérents désireux de réaliser l'unité.

Et, dans le cas où ils acceptent, c'est l'influence communiste qui prédomine dans l'action proposée par le Parti Communiste, et c'est la tactique communiste, reconnue comme juste par les masses ouvrières, qui les attire à l'Internationale Communiste.

Les communistes allemands vont encore plus loin : ils vont jusqu'à soutenir des gouvernements où socialistes indépendants et majoritaires détiennent le pouvoir et où un tel cabinet « purement socialiste », c'est-à-dire composé exclusivement de socialistes, ne peut se maintenir contre les partis bourgeois que grâce à l'appui que lui prêtent les communistes. Et c'est là un autre aspect du front unique : les communistes, alliés, dans la lutte contre la bourgeoisie, des deux partis socialistes, nous sentent ceux-ci à attaquer l'ennemi de classe, en les dénonçant aux masses, s'ils fléchissent et inclinent à des compromis. Cette tactique du front unique est destinée à hâter le processus au cours duquel les masses se détachent inévitablement des leaders réformistes. Elle ne vise pas à l'union organisatrice avec les social-patriotes, amis des Noske, Ebert et Cie, comme certains camarades qui regrettent la scission de Tours, voudraient l'admettre, mais bien au contraire, le ralliement du prolétariat sous les principes communistes, et on y parvient en démasquant les scissionnistes social-conciliateurs.

\*\*\*

La situation en France est différente de la situation en Allemagne. Aussi la question de l'unité de front se présente-t-elle en France tout autrement qu'en Allemagne.

L'action du Parti Communiste allemand s'exerce sur un prolétariat dont les quatre cinquièmes sont politiquement organisés dans les partis socialistes. En France, le parti dissident est numériquement très faible, et la seule force politique de la classe ouvrière française est représentée par le Parti Communiste. Tandis que le Parti Communiste d'Allemagne doit arracher chaque nouvel adhérent aux griffes des pontifes réformistes, la section française de l'Internationale Communiste peut pour-

suivre son travail de recrutement sur un terrain politiquement vierge, peu hanté par les dissidents. Elle n'a plus besoin de démasquer les chefs du Parti socialiste, qui n'ont plus d'adhérents, qui n'ont, çà et là, que des électeurs.

Le problème du front unique se pose donc en France tout autrement qu'en Allemagne. La collaboration — en de certaines conditions — des communistes allemands avec les social-traitres sert à rapprocher les communistes des masses, à fortifier leur influence sur la classe ouvrière. La collaboration des communistes français avec les dissidents, loin d'élargir leur influence communiste sur

le prolétariat, leur ferait perdre la confiance des masses beaucoup plus considérables du syndicalisme révolutionnaire, tout en donnant accès auprès des masses à des personnages qui ont, depuis longtemps, perdu toute influence.

L'unité de front en France ne se réalisera que *par-dessus la tête* des leaders réformistes discrédités. Que le Parti Communiste allemand, pour atteindre le même but, doive poursuivre une tactique *apparemment* plus opportuniste, ce n'est pas sa faute à lui, mais la conséquence de la situation dans laquelle il combat.

L. RÉVO.

## Les Temps Héroïques continuent

Aussi pauvres que soient les résultats concrets de la conférence de Washington on ne peut douter que l'Angleterre, l'Amérique et le Japon redoutent un conflit entre elles. Cette crainte suscite une tentative de rapprochement entre l'Amérique et l'Angleterre. La position de l'Angleterre en est momentanément affermie ; elle recouvre sa faculté d'initiative dans les questions d'Europe centrale. Les politiques anglais les plus clairvoyants et notamment Lloyd George comprennent l'impossibilité d'obtenir de l'Allemagne la somme formidable de 182 milliards de marks or. Mais toute concession faite à l'Allemagne aurait pour contre-coup des difficultés créées à la France. C'est pourquoi la question des concessions financières à faire à l'Allemagne ne peut être résolue sans celle des dettes interalliées. Elle se posera pourtant incessamment à l'ordre du jour. Que l'Allemagne réussisse à faire face aux échéances prochaines ou qu'un moratorium lui soit accordé, sa ruine économique ne s'en poursuivra pas moins si les alliés ne lui consentent pas un emprunt considérable. Les résultats des voyages de MM. Stinnes et Rathenau sont enveloppés de mystère. Une chose est pourtant certaine. Dans ces négociations M. Stinnes cherche à atteindre, par le moyen des mains anglaises ses buts économiques, c'est-à-dire l'expropriation des chemins de fer d'Etat du Reich. Les commentaires de la presse anglaise montrent qu'il s'agit de concéder les chemins de l'Etat allemand à un syndicat financier anglo-germanique qui consentirait au Reich un prêt important. Sir Horne, ministre du Commerce, dans le cabinet anglais, a pu dire que l'Allemagne n'avait aucun droit d'exiger des alliés un adoucissement des conditions financières, si elle consacre de fortes sommes à diminuer le prix du pain pour ses populations et tolère le déficit considérable des chemins de fer. Nous n'insisterons pas sur les causes de ce déficit, cherté excessive du fer et de la houille que l'Etat allemand doit acheter aux trusts Stinnes et à d'autres, tout en étant obligé par ces mêmes trusts à maintenir sur ses réseaux des tarifs insuffisants. Le fait important c'est que l'Entente se prépare à présenter au gouvernement allemand et aux masses laborieuses d'Allemagne les exigences mêmes que M. Stinnes et ses amis leur ont présentées sans succès.

Le succès de ces manœuvres anglaises dépendra dans une large mesure de l'attitude de la France. Si la Grande-Bretagne réussit à convaincre cette dernière que peu lui importe par quels moyens elle sera payée pourvu qu'elle soit payée, l'Allemagne

se trouvera devant cette question : acceptera-t-elle de laisser contrôler ses destinées en subissant la domination économique totale des alliés et en premier lieu de l'Angleterre ?

\*\*

Tout en préparant l'asservissement de l'Allemagne par l'institution d'un contrôle économique et financier, le gouvernement anglais encourage l'idée d'un syndicat financier anglo-allemand (auquel la France serait, par respect des convenances, invitée à participer) pour l'exploitation de la Russie. Les projets de M. Stinnes ont été favorablement accueillis à Londres. Si l'Angleterre impose sa domination économique à l'Allemagne, la coopération des capitaux allemands et anglais en Russie sera en réalité une fiction destinée à masquer l'utilisation par les Anglais des capacités organisatrices de l'industrie germanique et de sa connaissance du marché russe, pour faire de la Russie une sorte de colonie anglaise. La France dans tout cela jouera à peu près le rôle de la cinquième roue du chariot. En assumant la défense de l'Allemagne, le gouvernement anglais jugulerait aisément la France qui perdrait à l'égard de la Russie jusqu'aux apparences de sa liberté d'action.

Nous ne manifesterons au sujet de ces desseins aucune indignation lyrique. Lorsque le monde capitaliste versait sur les affamés de Russie des larmes hypocrites, nous ne doutions pas que sa grande sensibilité ne l'empêcherait en rien d'exploiter notre situation. Nous avons eu raison. Les puissances capitalistes contemplant d'un œil froid l'agonie et la mort de millions de fils du peuple russe et se contentant d'envoyer de temps à autre au peuple qui meurt quelques caisses de médicaments ou quelques milliers de boîtes de lait concentré. Mais d'autre part, elles retardent sciemment l'ouverture des négociations au sujet des dettes russes afin de nous poser leurs conditions au moment de nos plus grandes difficultés. Leur condition essentielle sera l'acceptation par la Russie du crédit financier qui lui ouvrirait un consortium international qui exigerait en échange le contrôle, dans une large mesure, de l'économie russe. Nous savons que tous les palabres sur l'aide économique d'un pays à un autre resteront dépourvus de sens, tant que durera le capitalisme. Nous avons dit, dès le premier moment, aux travailleurs russes, que nous ne devions nous attendre à payer au capital étranger un tribut important. Nous n'avons jamais oublié

que l'Angleterre est pour le moment notre partenaire le plus important dans les questions ayant trait à la paix, que nous devons compter avec elle et que nous devons lui payer le tribut ; mais si le gouvernement anglais s' imagine pouvoir nous jeter autour du cou le nœud coulant d'un consortium international qui dicterait en Russie les prix et y serait le véritable maître économique, c'est encore à voir.

Nous avons déjà indiqué que la politique anglaise, si elle triomphait signifierait la fin de l'indépendance politique de la France à l'égard de la Russie. Pour ce qui est de l'Allemagne l'assentiment de ses gouvernants au complot de M. Stinnes et des capitalistes anglais équivaudrait à une conjuration et contre les masses laborieuses de la Russie et contre l'avenir de l'Allemagne elle-même. M. Scheffer, du *Berliner Tageblatt*, nous reproche de ne pas bien comprendre, à Moscou, l'étendue des libertés politiques allemandes. Il se trompe. Nous comprenons comme lui la nécessité d'appeler à participer à la reconstitution de la Russie le capital anglais, américain et français ; nous comprenons aussi bien notre dépendance de l'Entente que celle de l'Allemagne. Nous savons même que l'Allemagne en dépend beaucoup plus que nous. Les courants allemands qui tour à tour s'orientent exclusivement vers la France ou l'Angleterre ou vers la Russie des soviets nous ont toujours paru traduire le penchant de l'esprit allemand pour les systèmes absolus. D'une part l'accord avec l'Occident signifie l'asservissement de l'Allemagne, qui, de l'autre, n'est pas en mesure de rompre avec l'Entente. Mais la question qui se pose à elle est celle-ci : renoncera-t-elle, par suite de ses difficultés actuelles, à son indépendance politique à l'avenir ? Renoncera-t-elle à suivre dans la mesure du possible une politique économique indépendante à l'égard de la Russie, qui lui permettrait d'augmenter d'année en année la quantité des matières premières importées d'Orient et de se libérer, dans la même mesure, de la pression économique des pays au change supérieur ? Nous ne traiterons pas ici de toutes les possibilités politiques de l'avenir. Il nous suffit de mettre en évidence que la décision du gouvernement allemand et des industriels allemands, au sujet des plans de M. Stinnes et des financiers anglais, décidera de l'existence, pour la Russie, d'une Allemagne politique.

Ce n'est certes pas notre affaire de discuter les résolutions des classes aujourd'hui dirigeantes d'Allemagne. Le gouvernement russe aura seulement à se préoccuper de sa défense. La *Gazette de Cologne* a parlé d'un accord entre la France et la Russie celle-ci devant reconnaître le traité de Versailles et bénéficier, à son tour du droit que lui réserve le traité de paix d'obtenir de l'Allemagne des réparations. La *Gazette de Cologne* feint d'être informée par des personnalités appartenant au gouvernement des soviets. Nous pensons qu'elle puise ces informations à des sources d'outre-Manche. Le gouvernement des soviets a les mains libres. Il a le choix des armes pour la défense des intérêts russes. L'article 116 du traité de Versailles n'est pas le seul moyen qu'il ait, pour combattre le projet de M. Stinnes. Qu'on sache seulement qu'à l'égard de l'Allemagne, comme à l'égard des alliés, le gouvernement des soviets mettra tout en œuvre pour s'opposer à l'asservissement de la Russie.

le monde ni paix véritable ni reconstitution économique. L'étendue de la Russie et sa puissance économique ne permettent pas de la réduire en esclavage. Le tout est de savoir si sa reconstitution économique sera rapide ou si les puissances capitalistes l'entraveront afin de profiter de ses difficultés pour l'exploiter. Le Parti Communiste et les masses laborieuses dont il est le guide doivent s'accoutumer à l'idée non seulement de faire des sacrifices au monde capitaliste mais encore d'en faire pour ne pas lui être asservi. Les alliés spéculent sur le besoin que nous avons de relations avec l'Occident. Peut-être aurons-nous, à notre tour, l'occasion de spéculer sur le besoin qu'ils ont d'une Russie asservie. Ils n'ont pas encore complètement renoncé à la politique d'intervention militaire. Les entreprises de von Capelle en Extrême-Orient et la politique de Pilsudsky le prouvent assez. Quant à nous, nous ne considérons pas nos temps héroïques comme finis, nous tendrons au contraire nos forces pour entretenir une armée redoutable. Il faudra le dire aux milliers de paysans venus au congrès des soviets, pour que, rentrés chez eux, ils annoncent au peuple des campagnes de longues luttes nouvelles. Les propriétaires, nous les avons vaincus ; la terre est aujourd'hui aux paysans ; mais le capital étranger veut en recueillir les fruits. Il veut dominer la terre russe. Les travailleurs de Russie comprennent bien ce jeu qui n'a pour eux rien de nouveau. Le prolétariat international qui, dans la lutte contre la famine, nous envoie ses oboles prouve ainsi qu'il se rend compte de l'importance de la Russie des soviets pour la libération de l'humanité. Il aura peut-être à nous apporter son aide sous d'autres formes encore.

La situation s'éclaircit. Nous sommes en présence d'une offensive économique du capital international contre la Russie des soviets. Cette intervention-là est peut-être plus dangereuse encore que l'intervention militaire.

Karl RADEK.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro 1 50 centimes

### ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

VINGT MILLIONS D'ETRES HUMAINS  
MEURENT DE FAIM EN RUSSIE  
ENVOYEZ VOTRE OBOLE AU COMITE  
D'ASSISTANCE AUX AFFAMES

Sans une paix durable avec la Russie, assise sur des bases permettant au peuple russe de bâtir une demeure qui lui appartienne, il n'y aura dans

# La Paix par la Révolution seule

*On se rappelle que, pendant l'été de 1917, les socialistes des différents pays avaient engagé une action pour inciter les différents gouvernements belligérants à se réunir à Stockholm afin de conclure la paix. La citoyenne Rosa Luxembourg, dans les Lettres de Spartakus, s'éleva énergiquement contre toute tentative de laisser les gouvernements capitalistes faire la paix. La Conférence de Stockholm était pour elle un leurre. Aujourd'hui, où l'échec des tentatives bourgeoises pour reconstruire le monde est plus flagrant que jamais, il nous semble intéressant de publier l'article de Rosa Luxembourg, qui nous apparaît comme une prophétie. — A. G.*

L'action en faveur de la paix, à la manière de Stockholm, qui consiste à vouloir concilier les gouvernements belligérants, trouver des formules acceptables pour tous sur les buts de la guerre et garder l'équilibre entre les différents Etats impérialistes, n'est qu'une politique purement bourgeoise. La politique du prolétariat conscient, dans son action pour la paix, doit suivre une voie entièrement différente.

Le socialisme international n'a aucun intérêt à ce que les gouvernements impérialistes trouvent un terrain où ils puissent concilier leurs intérêts et à ce qu'ils fassent la paix de leur propre initiative. Ce que le prolétariat doit faire, au contraire, c'est d'empêcher que la paix se fasse de cette manière, c'est-à-dire qu'elle soit l'œuvre de gouvernements capitalistes. Le seul devoir et l'intérêt vital du socialisme international consiste pour le moment à faire que la paix soit l'œuvre du prolétariat international et le résultat de son action révolutionnaire, qu'elle soit obtenue en luttant contre les gouvernements capitalistes, qu'elle résulte de la puissance acquise par le prolétariat et qu'elle aboutisse à un changement radical dans la situation sociale et politique des Etats capitalistes. Du point de vue du prolétariat conscient, il n'y a pas d'autre moyen pour mettre fin à la tuerie impérialiste que la résistance ouverte des masses du peuple, résistance qui, en même temps, devra s'élargir et devenir une lutte pour la conquête du pouvoir politique. Nous nous trouvons en ce moment devant la même alternative que celle devant laquelle s'était trouvé le socialisme international le 4 août 1914. Et ce n'est que lorsqu'on aura compris et qu'on se sera bien pénétré de la fatalité d'une décision qui fait époque dans l'histoire du monde que le sort tragique du socialisme dans la guerre mondiale cessera d'être une énigme insoluble. Il n'y a que des innocents en matière de politique, dans le genre de Haase, pour s'imaginer que tout le problème qui se posait devant le socialisme à la date du 4 août pouvait se résumer dans la question de savoir si les députés socialistes, oui ou non, voteraient les crédits de guerre. Si on se place à ce point de vue, qui est celui du créanisme parlementaire, le socialisme eût été sauvé, pourvu que les 110 députés au Reichstag aient re-

fusé les crédits, tout en recommandant aux masses ouvrières de faire leur devoir de citoyen, c'est-à-dire de fournir de la chair à canon dans la tuerie impérialiste. On croit ainsi pouvoir garder sa vertu socialiste tout en se mettant à l'abri de tout risque. Mais l'histoire ne rend pas la solution des problèmes devant lesquels se trouve le socialisme aussi commode. Et c'est une erreur que de croire pouvoir réduire la question à un vote de quelques députés socialistes, dans le pays qui, à ce moment, se trouvait à la tête du socialisme. En Allemagne, le vote des députés pour ou contre les crédits de guerre n'aurait eu son importance qu'en tant qu'il aurait conduit les masses à adopter telle ou telle tactique, qu'en tant que préambule d'un programme positif préconisant la lutte des classes en temps de guerre. Refuser les crédits de guerre, le 4 août 1914, n'aurait eu d'importance que s'il eût été le mot d'ordre d'une lutte générale contre la guerre et contre l'impérialisme. Ce vote aurait dû être l'occasion de présenter aux masses un programme d'action révolutionnaire et de les inviter à s'emparer de la défense des organisations contribuant à la défense du pays, c'est-à-dire du pouvoir politique, par la révolte. Un autre moyen de s'opposer à la guerre, par des actions et non pas seulement par des mots, n'existait pas alors, comme il n'existe pas aujourd'hui.

Si on craignait de suivre cette voie, la seule possible, il ne restait d'autre ressource que de renoncer complètement à la lutte et à toute politique inspirée des principes du parti, c'est-à-dire renoncer à toute lutte politique. Considéré de ce point de vue, le vote des crédits et la politique du 4 août n'étaient que des conséquences logiques et inévitables, puisqu'il ne pouvait pas y avoir de voie intermédiaire dans la situation historique d'alors. Le socialisme international était placé dans une situation où il devait se dire : « Ce sera : ou bien la lutte pour le pouvoir politique, ou bien la banqueroute et l'adaptation à la politique du gouvernement ». C'est la situation dans laquelle se trouve le prolétariat depuis le commencement de la guerre. Et aujourd'hui, devant le problème de la paix, l'histoire, comme le célèbre personnage de Shakespeare, Shylock, présente à la classe ouvrière de toute l'Europe une créance où il est dit expressément : « C'est la poitrine qu'il me faut ! »

Ce n'est qu'en exposant les poitrines des ouvriers dans la grande lutte ouverte de la révolution mondiale que le socialisme pourra mettre fin à la guerre mondiale. Si cela ne se fait pas, on en restera à de vains babillages sur la paix : bien plus, en aidant à entretenir ce babillage, qui tend à un compromis entre les pouvoirs belligérants, nous deviendrons les suppôts de l'impérialisme, les auxiliaires de la domination de la classe bourgeoise, c'est-à-dire que nous agirons contre nos propres intérêts et renoncerons par là, si une telle paix avait été conclue, à jouer un rôle effacé dans l'histoire du monde pour au moins une dizaine d'années.

Ce qui paraît être le point délicat de la politique qui, en temps de guerre, s'inspirait de vrais principes socialistes, c'est que, comme on le dit, les révolutions ne se font pas sur commande. C'est l'ar-

gument qu'on emploie pour excuser l'attitude du prolétariat au commencement de la grande tuerie, comme celle qu'elle observe aujourd'hui en face de la question de paix. C'est le voile qui doit couvrir l'abandon des principes socialistes. Cependant, l'argument, qui prétend être invincible parce que fondé sur les réalités, n'est qu'un expédient. Il est vrai qu'on ne peut faire des révolutions sur commande. Mais ce n'est pas là le devoir du Parti socialiste : son devoir est de dire à tout moment, sans peur et sans reproche, ce qui est, c'est-à-dire de faire voir aux masses, d'une manière claire et en évitant tout subterfuge, quels sont leurs devoirs dans une situation donnée, de proclamer le programme d'action et d'émettre les mots d'ordre que la situation exige. Le soin de savoir si et à quel moment les masses révolutionnaires se soulèveront n'est pas l'affaire du socialisme. Ce soin, le socialisme peut le remettre à l'histoire. S'il a rempli son devoir dans le sens que nous venons d'indiquer, il contribuera puissamment à déchaîner les éléments révolutionnaires que la situation comporte et aura fait le nécessaire pour accélérer le mouvement des masses. Mais, même en admettant le pire, même si d'abord le socialisme ne paraît

que crier dans le désert, si les masses ne le suivent pas, en fin de compte il se présentera toujours et inéluctablement une situation morale et politique dont il récoltera les fruits au centuple quand l'heure historique sera venue.

Par contre, si les partis socialistes, comme ils l'ont fait depuis le 4 août jusqu'aujourd'hui, renient la lutte des classes, ils deviennent le moyen le plus funeste pour paralyser l'action des masses : en d'autres termes, ils deviennent des facteurs de la contre-révolution. Le socialisme international, depuis le commencement de la guerre, a joué le rôle de gardien vigilant des intérêts de la classe bourgeoise. *Aujourd'hui, comme il y a trois ans, il n'y a plus qu'une alternative : guerre ou révolution, impérialisme ou socialisme ! Proclamer cette vérité sans réticence et sans subterfuges et en tirer les conséquences révolutionnaires, voilà quel est aujourd'hui le seul moyen possible dont dispose le prolétariat pour obtenir une paix socialiste, la seule manière pour des prolétaires et des socialistes de travailler à l'œuvre de la paix !*

Rosa LUXEMBOURG

(Traduction Alix Guillaïn.)

# La Vie et l'Œuvre de Rosa Luxembour

Rosa Luxembour naquit à Varsovie vers 1870. Déjà dans sa première jeunesse, alors qu'elle était encore à l'école, elle prit une part active au mouvement révolutionnaire en Pologne. A l'âge de 16 ans, menacée d'être arrêtée et exilée en Sibérie, elle réussit à passer la frontière allemande cachée dans un tonneau. Elle se rendit à Zurich, où elle étudia le droit et la philosophie et passa son doctorat dans ces deux sciences. Au congrès socialiste international, tenu à Zurich en 1893, elle acquit dans l'aile gauche du mouvement la position qu'elle garda jusqu'à la fin de sa vie. Elle dirigea toujours tous ses efforts contre le militarisme et l'impérialisme comme étant les incorporations les plus typiques du mauvais génie du capitalisme ; toute sa vie fut consacrée à essayer de faire prendre au parti social-démocrate d'Allemagne et aux adhérents de la II<sup>me</sup> Internationale une allure plus crâne. Au congrès de Paris en 1900, parlant de la résolution sur la paix, le militarisme et l'abolition des armées permanentes, elle prononça les paroles suivantes : « Prolétaires de tous les pays, en attendant l'heure où vous pourrez unir vos forces pour la lutte décisive contre l'ordre capitaliste, unissez-vous pour la bataille quotidienne, contre la réaction militaire et politique. » Dix-neuf ans plus tard elle devait perdre la vie dans cette bataille quotidienne contre la réaction politique et militaire, pendant une insurrection qui

aura peut-être été une des phases de la lutte décisive contre l'ordre capitaliste.

La meilleure description qu'on ait faite jusqu'ici de « Rosa la Rouge » a été publiée, il n'y a pas longtemps, dans le *Liberator* de New-York. L'auteur de l'article avait vécu de longues années en Allemagne, et connaissait personnellement la plupart des leaders révolutionnaires. Il donne une description des quatre signataires du manifeste de la ligue spartakiste : Franz Mehring, Clara Zetkin, Rosa Luxembour et Karl Liebknecht.

Aucun des signataires, à l'exception de Mehring, ne sont de purs Allemands. Rosa Luxembour est une juive polonaise.

— De quoi a-t-elle l'air ?

— Elle est trop occupée pour être humaine. L'activité qu'elle déploie est extrêmement efficace. Il n'y a pas dans les assemblées ouvrières de plus brillant orateur en Allemagne.

— Quelle impression vous fait-elle ?

— Elle est petite, trapue et elle boite. Quand elle s'approche de vous, elle a l'air de vouloir vous avaler tout cru. Voilà la première impression. Elle n'a pas le temps de vous dire : comment allez-vous. Elle est trop affairée pour cela. Elle commence aussitôt à parler.

— Ressemble-t-elle à Emma Goldmann ?

— Oui un peu. Elle ressemble à Emma Goldmann en ce qu'elle appartient à ce genre de personnes qui sont complètement absorbées dans la cause, et qui sont toujours dans un état de tension. Mais le côté logique chez elle est plus développé, tandis que chez Emma Goldmann c'est le côté émotif qui domine.

— A-t-elle de l'humour ?

— Oh oui, elle a de l'humour, mais elle n'a pas le temps de le manifester... Elle a l'âme d'une artiste. Quand je la vis la première fois, elle était en train de peindre. Elle me dit : « Voilà à quoi j'occupe mes loisirs. »

— Elle peignait ?

— Oui, un paysage.

Lorsque je lui eus donné une lettre de recommandation de Liebknecht, elle commença à regarder autour d'elle deux fois d'un air soucieux, ensuite elle lut la lettre et puis elle me fit entrer ; elle était entourée d'espions.

— Quel âge a-t-elle ? A-t-elle des cheveux gris ?

— Non, elle a environ quarante-huit ans. Elle avait épousé un docteur Luxembourgeois, avec lequel elle ne vécut jamais, uniquement pour pouvoir porter son nom.

— Un mariage pour raison de passeport ?

— Non

— Elle aurait été expulsée d'Allemagne, si elle n'avait pas épousé un Allemand. En Allemagne, il est défendu à tout étranger de faire de la propagande socialiste. Les Allemands sont à ce point rigoureux à ce sujet, que s'ils trouvent un étranger lisant un journal socialiste, celui-ci risque d'être déporté. Je croirais que les autorités allemandes ont souvent désiré pouvoir annuler le mariage et refaire de Rosa Luxembourgeois une Polonaise.

Rosa Luxembourgeois écrivit de nombreux articles pour la presse socialiste, mais trop prise par sa vie de propagandiste, elle n'écrivit que peu de livres. Au moment de sa mort, il n'y avait à la bibliothèque du *British Museum* que deux ouvrages d'elle, l'un en allemand et l'autre en polonais. Le premier de ces ouvrages publié à Leipzig en 1898, traite du développement industriel de la Pologne, il n'a que peu d'intérêt aujourd'hui. Le second publié à Cracovie en 1905, est un ouvrage composé par plusieurs auteurs sur la question polonaise en général et sur le socialisme polonais en particulier. Il contient une longue préface et plusieurs articles de Rosa Luxembourgeois elle-même. Ses autres ouvrages, si on ne tient pas compte de ses articles de journaux et de revue et si on laisse de côté les pamphlets, sont : *La lutte pour le suffrage en Prusse et ses enseignements ; Réforme sociale ou révolution*, Leipzig 1898, réimprimé en 1908 ; *La grève générale, le parti et les syndicalistes*, Hambourg 1906 ; et *L'accumulation du capital, une contribution à l'analyse économique du capitalisme*. Ce dernier ouvrage a été publié l'année dernière, par le *Vorwärts*.

Les articles les plus intéressants de Rosa Luxembourgeois sont ceux qu'elle publia dans la *Neue Zeit*

(*Les temps nouveaux*), un hebdomadaire de l'aile gauche du parti social-démocrate allemand. Cette revue fut dirigée pendant plusieurs années par Karl Kautsky. Rosa Luxembourgeois y commença sa collaboration, vers 1895. Et son dernier article y parut le 5 septembre 1913. Les premiers articles traitaient du socialisme polonais, et d'autres aspects de la question polonaise. Ensuite parut un article intitulé *Retour à Adam Smith*, et un compte rendu du livre de Paul Lafargue sur le Socialisme et la Conquête des Pouvoirs Publics. Un an ou deux plus tard, dans la même revue, parut une série d'articles sur les efforts faits en vue de réaliser l'unité du parti socialiste en France. On y trouve encore deux articles de moindre étendue dont l'un traite de la question du refus de voter le budget, et l'autre du socialisme belge. A partir de 1902, il y eut une interruption dans la collaboration de Rosa Luxembourgeois. En 1904 et 1905, l'intérêt de Rosa Luxembourgeois se porta tout naturellement vers les questions russes. Les 16 et 23 juillet 1904, elle publia deux articles sur les problèmes d'organisation de la social-démocratie russe. Ces articles parurent donc un an après la célèbre scission qui mit d'un côté les mencheviks et de l'autre les bolcheviks. Aux mois de janvier et de février 1905 parurent 4 articles sur le mouvement révolutionnaire russe avant 1905. Plehve, le président du Conseil, avait été assassiné pendant l'été de 1904. La guerre d'ordinaire est la servante de la révolution, et le meurtre de Plehve et le mouvement révolutionnaire des masses qui le suivit, étaient en grande partie la conséquence du mécontentement produit par la guerre avec le Japon. Le mouvement révolutionnaire des masses date de la procession des ouvriers de St-Petersbourg à la tête de laquelle se trouvait le pape Gapon. Ce jour est resté dans la mémoire du peuple sous le nom de « *dimanche sanglant* ». Le premier des articles de Rosa Luxembourgeois sur la révolution en Russie fut publié le 28 janvier, les 3 autres : *Après le premier acte ; Le problème des cent nations et La procession du prolétariat* parurent les semaines suivantes. Nous approchons ici de plus en plus des questions d'actualité ; le 27 octobre 1906, Rosa Luxembourgeois publia un article sur *Les deux méthodes de la politique syndicale*. Les deux méthodes dont il s'agit sont d'un côté la paix industrielle et la solidarité sociale, de l'autre la lutte sans merci des classes. Inutile de dire pour laquelle des deux méthodes Rosa Luxembourgeois s'était décidée.

Deux ans plus tard, dans la *Neue Zeit* du 24 juillet 1908, nous retrouvons une lettre ouverte à Jean Jaurès. Jaurès avait contesté que l'entente conclue entre la France, l'Angleterre et la Russie puisse contribuer à la paix mondiale. Rosa Luxembourgeois n'eut pas de difficulté à montrer que l'entente n'était qu'un masque sous lequel se dissimulaient les intérêts capitalistes de certains groupes nationaux et un moyen dont se servait la réaction russe pour empêcher la révolution de se faire.

La situation du parti social-démocrate allemand pendant plus de 20 ans avant la guerre avait été anormale, car ses membres avaient été amenés à répudier les principes socialistes en faveur d'une

guerre de défense nationale. Divisé en deux ailes, révisionniste et révolutionnaire, l'une représentée par la tendance de Bernstein et l'autre par la tendance de Kautsky, il évoluait en somme uniformément vers la droite. De fait Kautsky autant que Bernstein et les révisionnistes pratiquaient, comme Jaurès et les socialistes parlementaires de France, une politique de compromis. Ayant toujours à la bouche les mots de lutte de classes, les socialistes parlementaires en Allemagne comme en France se payaient de mots, ils croyaient à la solidarité sociale et recherchaient la paix industrielle. Mais, en 1910 environ, quoique l'heure de la révolution n'ait pas encore sonné, il y avait en Allemagne aussi bien qu'en France et en Italie, qu'en Angleterre et en Russie un groupe de vrais révolutionnaires, très influencés par les idées des syndicalistes français et italiens. C'est à ce groupe qu'appartenait Rosa Luxembourg qui fut jusqu'au jour de sa mort un de ses plus éminents représentants parmi les intellectuels. Elle ne pouvait manquer d'entrer en conflit avec Kautsky et ses disciples. Au commencement de l'année 1910, Rosa Luxembourg, dans un article du *Journal socialiste de Dortmund*, avait écrit un article où elle préconisait la grève générale comme tactique révolutionnaire. Les 8 et 15 avril, Kautsky, dans la *Neue Zeit*, y fit une réplique sous le titre *Et quoi ensuite?* Le 27 mai et le 3 juin parurent dans la *Neue Zeit* deux articles signés par Rosa Luxembourg et intitulés *Plier ou lutter*. Dans ces articles elle préconisait cette fois la lutte des classes à outrance comme moyen d'aboutir à la révolution sociale. Les idées exposées par Rosa Luxembourg dans cet article, et dans un article ultérieur : *Théorie et pratique*, préparant la voie aux idées qu'elle exprima dans le discours prononcé quelques jours avant sa mort, Rosa Luxembourg y soutient la thèse que tant que les méthodes du parlementarisme socialiste resteront en vigueur, le socialisme sera confiné au domaine de la théorie. « Le socialisme, dit-elle, ne peut devenir une réalité que par un prolétariat de lutte, entraîné à l'école de l'action. »

La controverse se termina par une rupture définitive entre Kautsky et Rosa Luxembourg. Rosa se plaignait de ce que Kautsky faisait tout pour différer la publication de ses articles, et cherchait de toutes manières à les écarter. Kautsky répondait que comme éditeur d'une revue, il avait d'autres sujets à traiter que celui qui préoccupait Rosa.

Rosa Luxembourg cessa sa collaboration à la *Neue Zeit*. Elle n'interrompit son silence que le 5 septembre 1913, pour publier : *La manie officielle*, qui est une apologie de la grève générale et de l'action directe en même temps qu'une attaque contre le point de vue parlementaire et rien que parlementaire de Kautsky.

Avant de cesser de parler des premiers écrits de Rosa Luxembourg et de nous occuper de son activité révolutionnaire qui culmina dans le dernier grand discours qu'elle tint avant de mourir, nous croyons devoir donner deux citations qui montreront que sa tendance révolutionnaire n'est pas en

quelque sorte un produit accidentel des influences exercées par les deux révolutions de novembre, celle de Russie en 1917, et celle d'Allemagne en 1918. Voici ce qu'elle écrivit dans la brochure intitulée *Réforme sociale ou révolution (1899)* et que nous avons mentionnée plus haut : « Dans cette atmosphère de parlementarisme bourgeois, qui est si étrangère à ce qui constitue l'essence du socialisme, la social-démocratie sans le vouloir, et sans s'en rendre compte, a pris beaucoup des traits caractéristiques du parlementarisme, qui sont en contradiction avec le caractère démocratique du socialisme. La forme que prend le groupe parlementaire qui devient forcément une corporation fermée, peut mener à de grands inconvénients. » Sept ans plus tard, dans son livre intitulé : *La grève générale, le parti et les syndicalistes*, nous trouvons une critique non moins tranchante sur les chefs des syndicats qui considèrent leurs fonctions comme une profession. « L'initiative et la capacité de prendre une décision tend à devenir, dit-elle, ce qu'on pourrait appeler une spécialité professionnelle, tandis que pour la masse il ne reste que la vertu passive de la discipline. » « Il ne peut y avoir aucun doute que l'officialisme implique de graves dangers. » Ne voyons-nous pas dans ce que dit à cette occasion Rosa Luxembourg en quelque sorte un présage de ce que l'on appellera plus tard « le mouvement inofficiel » ou, pour employer des termes encore plus récents, ce besoin dont est né le soviétisme comme une cure contre le parlementarisme et comme un stimulant pour le syndicalisme ?

Si en Angleterre, pendant la guerre, il était bien difficile à un révolutionnaire et à un socialiste international d'échapper à la prison, en Allemagne cela paraît avoir été tout à fait impossible. Les quatre leaders du mouvement spartakiste firent ample connaissance avec le régime des prisons. Karl Liebknecht fut libéré par la révolution de novembre, pour tomber quelques semaines plus tard. Rosa Luxembourg avait été emprisonnée à deux reprises ; elle avait été à la disposition des autorités, et sous surveillance particulière les premières années de la guerre pour avoir accusé publiquement certains officiers d'avoir brutalisé leurs soldats. Relâchée en 1919, au moment où Franz Mehring à son tour fut mis en prison, Rosa Luxembourg commença la publication des *Lettres de Spartacus* qui lui valurent ensuite la prison préventive. Elle fut mise en liberté au moment où la révolution éclata.

Nous n'essaierons pas ici de compléter les informations qu'elle nous donne elle-même dans son dernier discours, sur les événements qui se sont déroulés entre le 9 novembre et la fin de l'année 1918. Elle explique clairement pourquoi la révolution devait échouer. Son dernier vœu fut, que la révolution de novembre 1917, à Petrograd, se reproduisit aussi en Allemagne. Une vraie révolution sociale qui aurait achevé la révolution politique de novembre en Allemagne, ou un résultat favorable de la semaine spartakiste de janvier 1919 eût sans aucun doute fourni un prétexte pour l'oc-

cupation de Berlin par les troupes alliées. Mais, comme nous le savons maintenant, la consolidation du pouvoir bourgeois commença le jour même où disparurent les vestiges de l'aristocratie féodale de l'Allemagne. Les ouvriers n'étaient pas préparés à prendre les rênes du gouvernement en mains, et le mouvement de la semaine spartakiste fut sans doute prématuré. Le mouvement de janvier 1919 fut une tentative spontanée dans de nombreuses villes allemandes, faite par des groupes révolutionnaires de soldats, d'ouvriers, de matelots qui voulaient ressaisir l'occasion qu'on avait laissée échapper au mois de novembre. Rien dans les discours que prononça Rosa Luxembourg le 30 décembre, ne montre qu'elle envisageait comme imminent un renouvellement de la vraie action révolutionnaire. Ce qu'elle voulait c'est parfaire l'organisation des comités ouvriers, faire de la propagande dans l'armée, la marine et parmi les soldats libérés, et ainsi attendre que la situation révolutionnaire devint mûre. C'est du moins l'impression que nous a laissée la lecture de son discours. Mais il était inévitable que Liebknecht plein de fougue révolutionnaire et que Rosa Luxembourg plus prudente mais non moins révolutionnaire, prendraient du moment que la bataille était engagée, leur place au premier rang.

Les révolutionnaires qui pensent que le char de la révolution va trop vite, doivent parfois jouer le rôle quelque peu ingrat de freins, mais lorsque le tocsin sonne ils doivent courir les risques de victoire ou de défaite.

Ce que Rosa Luxembourg pensait des chances de succès du mouvement spartakiste, elle nous l'a dit elle-même dans les dernières paroles qu'elle ait écrites : dans l'article paru dans la *Rote Fahne* du 15 janvier 1919, le jour même de sa mort. Récapitulant les événements de l'insurrection qui avait échoué, elle écrivait : « Nous n'avions aucune chance de renverser la coalition Ebert-Scheidemann. Nous ne pouvions aboutir à la victoire étant donné que les soldats n'avaient pas été suffisamment préparés, ce qui, en soi, prouve combien en général la situation révolutionnaire était peu mûre. La défaite du mouvement spartakiste est due en partie à ce que la tentative était prématurée et que le terrain n'avait pas été suffisamment préparé, et en partie à la faiblesse et au manque d'entrain des chefs. Mais des masses sortiront de nouveaux chefs, et elles marcheront vers la victoire. » Ainsi ce fut la destinée de Rosa Luxembourg de tomber dans un regain de tentative révolutionnaire, qu'elle-même avait reconnu être prématuré, mais dont elle ne pouvait par tempérament pas se désolidariser. Le 15 janvier, devant l'hôtel Eden, elle trouva la mort dans des circonstances qui n'ont pas été complètement éclaircies jusqu'ici. Cinq mois plus tard, on retrouva son corps dans le canal de la *Landwehr* dans lequel il avait été jeté. Le 13 juin, ceux qui avaient joui 5 mois de plus des bienfaits de la paix capitaliste et des privilèges d'un régime mi-socialiste mi-bourgeois fondé sur les baïonnettes, purent suivre son cercueil. Son corps mutilé est enterré dans le cimetière de Friedrichshof. Mais son es-

prit vit parmi ses frères et ses sœurs prêts à lancer le défi aux rois du capitalisme. « Il n'est pas de tombe où soit enterré un martyr mort pour la liberté sur laquelle ne pousse la semence de la liberté, et cette semence portée au loin et ressemée par les vents, est nourrie par les pluies et les neiges ».

Eden et Cedar PAUL.

(Traduction d'Aliz Guillain.)



## Bibliothèque - - Communiste PARIS

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
KERTJENZEV — <i>Les Alliés et la Russie</i> .....	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i> .....	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i> .....	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i> .....	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i> ....	0 40
L'NINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i> .....	4 "
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i> .....	0 40
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3<sup>e</sup> Internationale</i> .. épuisé	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> .. épuisé	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i> ....	7 "
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> ..... épuisé	
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i> .....	épuisé
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i> .....	0 75
.. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i> .....	0 60
... <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i> .....	0 50
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2<sup>e</sup> Congrès)</i> ....	0 75
.. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2<sup>e</sup> Congrès)</i> .... épuisé	
<i>Hommage à la République des Soviets par H. Barbusse, etc.</i> .....	1 25

Tous ces ouvrages sont en vente à la Librairie de l'HUMANITÉ.

VIENT DE PARAITRE :

Maurice PAZ

### Les Révoltes de la Mer Noire

Préface de Pierre MONATTE

Une brochure : 0 fr. 40 ; franco: 0 fr. 45 ;  
le cent franco: 32 francs.

Adresser les commandes à la Librairie de l'Humanité.

# Impérialisme et Capitalisme <sup>(1)</sup>

## I

Cet opuscule, comme l'indique la préface de l'édition russe, a été écrit en 1910, alors que sévissait la censure tsariste. Le temps nous manque pour le refaire ; ce serait d'ailleurs inutile, car le but fondamental de l'ouvrage était et est encore de montrer, par les données d'une statistique bourgeoise incontestable et les aveux de savants bourgeois de tous les pays, le *tableau des résultats* de l'économie capitaliste mondiale dans ses rapports internationaux au commencement du vingtième siècle, à la veille de la première guerre impérialiste.

De plus, il ne sera pas inutile, pour nombre de communistes, dans les pays capitalistes avancés, de se convaincre, par l'exemple de ce livre *auto-risé par la censure tsariste*, de la possibilité et même de la nécessité d'utiliser les dernières garanties légales existant encore pour les communistes, dans des pays comme l'Angleterre ou la France, afin de dévoiler tout le mensonge des points de vue social-pacifistes et des espérances en « la démocratie mondiale ». Dans cette préface, je me bornerai à donner les compléments les plus indispensables à ce livre écrit sous le régime de la censure.

## II

Ce livre démontre que la guerre de 1914-1918 a été pour les deux partis en présence une guerre impérialiste (c'est-à-dire une guerre de conquêtes, de brigandage et de rapine), une guerre pour le partage du monde, pour le partage des colonies, des « sphères d'influences » du capital financier, etc., etc.

Car la preuve du caractère éminemment social ou, plus exactement, du caractère de classe de la guerre n'est pas contenue, il va de soi, dans l'histoire diplomatique de la guerre, mais dans l'analyse de la situation *objective des classes dominantes dans tous les pays belligérants*. Pour se représenter cette situation objective, il faut prendre non des exemples ou des données isolés (puisque l'on peut toujours, dans l'immense complexité des faits de la vie sociale, trouver suffisamment d'exemples ou de données isolés pour confirmer une thèse quelconque), mais l'ensemble des données existantes sur les bases de la vie économique de toutes les puissances belligérantes et du monde entier.

Ce sont justement ces données irréfutables que j'ai reproduites dans le tableau du *partage du monde* en 1876 et 1914 et du *partage des voies ferrées* du monde entier en 1890 et 1913. Les voies ferrées sont l'aboutissement des branches les plus importantes de l'industrie capitaliste, l'industrie houillère et l'industrie sidérurgique, et les indicateurs les plus remarquables au développement du commerce mondial et de la civilisation bourgeoise démocratique. De quelle façon les chemins de fer sont liés à la grande industrie, aux monopoles, aux syndicats, aux cartels, aux trusts, aux banques, à l'oligarchie financière, je

le montre dans les chapitres précédents. La répartition du réseau ferroviaire existant, l'inégalité de cette répartition, les disproportions dans le développement des chemins de fer, ce sont là les résultats du monopole mondial du capitalisme contemporain. Et ces résultats montrent l'inéluctabilité absolue des guerres impérialistes tant que subsistera la base économique actuelle, c'est-à-dire *tant que* subsistera la propriété individuelle des moyens de production.

La construction des voies ferrées semble une entreprise simple, naturelle, démocratique, civilisatrice : elle apparaît telle aux professeurs bourgeois, payés pour farder l'esclavage capitaliste, et aux esprits superficiels des petits-bourgeois. En réalité, les liens capitalistes, qui, par milliers, relient ces entreprises à la propriété individuelle des moyens de production, ont transformé cette construction en un instrument d'oppression d'un milliard d'hommes (colonies et demi-colonies), c'est-à-dire de plus de la moitié de la population des pays asservis et de tous les îlots du Capital dans les pays « civilisés ».

La propriété privée fondée sur le travail du petit propriétaire, la concurrence libre, la démocratie, toutes ces devises avec lesquelles les capitalistes et leur presse dupent les ouvriers et les paysans ne sont plus que des mots vides de sens. Le capitalisme s'est transformé en un système mondial d'exploitation coloniale et d'oppression financière de l'immense majorité de la population du globe par quelques pays « avancés ». Et le partage du butin se fait entre deux ou trois puissants rapaces armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon), qui entraînent dans *leur guerre*, pour le partage de *leur butin*, toute la terre.

## III

La paix de Brest-Litovsk, dictée par l'Allemagne monarchique, ainsi que la paix de Versailles, plus féroce et plus abjecte encore, dictée par les républiques démocratiques américaine et française et par la « libre Angleterre », ont rendu à l'humanité un service des plus précieux en démasquant les mercenaires attirés de l'impérialisme, ainsi que les petits-bourgeois essentiellement réactionnaires, même s'ils se nomment pacifistes et socialistes, qui glorifiaient le « wilsonisme », et démontraient la possibilité de la paix et des réformes sous le régime de l'impérialisme.

Menée pour décider auquel des deux groupes, allemand ou anglais, de requins de la finance devait revenir la plus grosse part de butin, la guerre, avec ses dizaines de millions de morts et de blessés, ainsi que les deux « traités de paix », ouvre les yeux avec une rapidité extraordinaire aux millions et aux dizaines de millions d'hommes spoliés, opprimés, humiliés, trompés, bernés par la bourgeoisie. Et la ruine mondiale, fruit de la guerre, engendre ainsi une crise révolutionnaire mondiale, qui, par quelques phases qu'elle se développe, ne peut qu'aboutir à la révolution prolétarienne et à sa victoire.

Le manifeste de Bâle de la 2<sup>e</sup> Internationale qui, en 1912, caractérisait justement, non la guerre en général (les guerres sont différentes, il y en a même de révolutionnaires), mais la guerre sur-

(1) Préface aux éditions française et allemande de l'ouvrage : *L'impérialisme, dernier stade du Capitalisme*.

venue en 1914, est resté un monument durable, mettant à nu la faillite honteuse des renégats de la 2<sup>e</sup> Internationale.

C'est pourquoi je reproduis ce manifeste dans l'annexe à la présente édition, et j'attire encore une fois l'attention du lecteur sur le fait que les héros de la 2<sup>e</sup> Internationale évitent — aussi soigneusement que le voleur évite l'endroit où il a commis son vol — les passages de ce manifeste où il est parlé nettement, clairement, sans ambiguës, de la liaison de cette guerre imminente avec la révolution prolétarienne.

#### IV

J'ai consacré une attention spéciale, dans cet opuscule, à la critique du *kautskysme*, courant idéologique international, représenté dans toutes les parties du monde par les « théoriciens les plus en vue », les chefs de la 2<sup>e</sup> Internationale (en Autriche, Otto Bauer et ses adeptes ; en Angleterre, Ramsay Macdonald et autres ; en France, Albert Thomas, etc., etc.) et par une foule de socialistes, de réformistes, de pacifistes, de démocrates bourgeois et de calotins.

Ce courant est, d'une part, le produit de la ruine, de la putrescence de la 2<sup>e</sup> Internationale et, de l'autre, le fruit inévitable de l'idéologie des petit-bourgeois que toute leur vie tient assujettis aux préjugés bourgeois et démocratiques.

Les points de vue de Kautsky et de ses pareils sont la négation complète des bases révolutionnaires du marxisme que cet écrivain a défendues pendant des dizaines d'années, spécialement, entre autres, dans sa lutte contre l'opportunisme socialiste (Bernstein, Millerand, Hyndman, Gompers, etc.). Aussi n'est-ce point par hasard que, dans le monde entier, les *kautskystes* ont fusionné en politique avec les opportunistes les plus avérés (dans la 2<sup>e</sup> Internationale jaune) et avec les gouvernements bourgeois (dans les gouvernements bourgeois de coalition où participent les socialistes).

Le mouvement prolétarien révolutionnaire, et spécialement le mouvement communiste, en croissance continue dans le monde entier, ne peuvent laisser passer, sans les analyser et les dévoiler, les erreurs théoriques du *kautskysme*. Et cela d'autant plus que le pacifisme et le « démocratisme », qui ne se piquent pas de marxisme, mais qui, comme Kautsky et ses pareils, voilent la profondeur des contradictions de l'impérialisme et l'inéluctabilité de la crise révolutionnaire qu'il engendre, sont encore extrêmement répandus dans le monde. La lutte contre ces courants est obligatoire pour le parti du prolétariat, qui doit enlever de haute lutte à la bourgeoisie les millions de petits propriétaires et de travailleurs qu'elle a dupés et qui se trouvent, dans ces conditions d'existence, plus ou moins petites-bourgeoises.

#### V

Quelques mots sur le chapitre VIII : *Parasitisme et décomposition du Capitalisme*. Comme je le signale dans ce livre, Hilferding, ex-marxiste, actuellement émule de Kautsky et l'un des principaux représentants de la politique bourgeoise, réformiste, au sein du Parti social-démocrate des indépendants d'Allemagne, retarde même, dans cette question, sur le pacifiste et le réformiste avéré qu'est l'Anglais Hobson. La scission internationale du mouvement ouvrier est déjà apparue dans toute son étendue (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Internationales).

Nous avons vu également la lutte armée et la guerre civile entre les deux courants : en Russie, les mencheviks et les « socialistes-révolutionnaires » ont combattu avec Koltchak et Dénikine contre les bolcheviks ; en Allemagne, les *Scheidemänner* et les Noske se sont alliés à la bourgeoisie contre les Spartaciens ; en Finlande, en Pologne, en Hongrie, il en a été de même. Quelle est donc la base économique de ce phénomène d'une importance historique mondiale ?

C'est justement le parasitisme et la décomposition du capitalisme à l'apogée de son développement historique, c'est-à-dire du capitalisme arrivé à l'impérialisme. Comme le démontre ce livre, le capitalisme a maintenant mis en vedette une poignée (moins d'un dixième de la population du globe et, en faisant la mesure large, moins d'un cinquième), une poignée d'Etats particulièrement riches et puissants qui, par la simple opération du détachement, à date fixe, des coupons de valeurs, mettent en coupe réglée le monde entier. L'exportation du capital donne, d'après la statistique bourgeoise d'avant-guerre, un revenu annuel de 8 à 10 milliards de francs, maintenant considérablement majoré.

Il est évident que l'on peut prendre sur cette gigantesque *plus-value* (car elle ne rentre pas dans le profit que retirent les capitalistes en pressurant les ouvriers de leur pays) de quoi acheter les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. C'est ce que font tous les capitalistes des pays avancés, qui corrompent ces chefs et ces ouvriers par une infinité de moyens directs ou indirects, ouverts ou voilés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés, cette aristocratie ouvrière, bourgeoise par son genre de vie, par ses salaires, par toute son idéologie, est le rempart de la 2<sup>e</sup> Internationale, et de nos jours, le principal *appui social* (mais non militaire) de la bourgeoisie. Car ces ouvriers sont les véritables agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, les lieutenants ouvriers de la classe capitaliste, les vrais pionniers du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie, un très grand nombre d'entre eux se rangent inévitablement du côté de la bourgeoisie, du côté des « Versaillais », contre les « Communards ».

Faute de comprendre les racines économiques de ce phénomène, faute d'en apprécier l'importance politique et sociale, on ne peut faire un seul pas dans la solution des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale.

L'impérialisme est la veille de la révolution sociale du prolétariat. C'est ce qui a été confirmé depuis 1917 dans le monde entier.

Moscou, 6 juillet 1920.

N. LENINE.

VIENT DE PARAÎTRE

**ET SADOUL ?**

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40

En vente à la librairie de l'« Humanité ».

## LES CONGRÈS DE LA III<sup>e</sup> INTERNATIONALE



Nous publions cette semaine deux photographies du 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste. Malgré leur date ces documents n'ont aucunement perdu de leur intérêt. Nos lecteurs reconnaîtront sur la première photographie nos infortunés camarades Lepetit et Raymond Lefebvre. Le second cliché représente une partie de l'Exposition du Commissariat de l'Instruction Publique, exposition inaugurée au cours de ce même Congrès.

# La situation de la main-d'œuvre en Russie

Un des plus hauts fonctionnaires soviétiques, qui a été le principal organisateur du Conseil supérieur de l'Economie nationale, a publié une importante étude sur la question du travail en Russie, qui révèle un phénomène tout à fait exceptionnel. Tandis que dans presque tous les pays on constate un chômage d'une gravité alarmante, en Russie, par contre, on se trouve en présence d'une crise de main-d'œuvre d'une extrême intensité. Même dans son état actuel de ralentissement, l'industrie russe ne parvient pas à trouver la main-d'œuvre nécessaire, et pour un ouvrier embauché, c'est deux ou trois et même dix places disponibles, suivant les industries.

Cette crise ne date pas du début de la Révolution. On ne la constate réellement qu'en avril 1919. En novembre 1917, lors de la prise du pouvoir par les bolcheviks, c'est le chômage qui sévissait et la question des sans-travail préoccupa beaucoup le nouveau gouvernement. Par suite de la démobilisation de plusieurs millions de soldats et de marins, parmi lesquels on comptait de nombreux ouvriers de l'industrie, par suite également de la fermeture d'une quantité d'établissements industriels grands ou petits qui fabriquaient du matériel de guerre et occupaient des centaines de milliers de travailleurs, le début de 1918 vit une armée immense de sans-travail accroître encore les difficultés de la révolution commençante.

La majorité des chômeurs se trouvant dans la région de Pétrograd et de Moscou, il était très difficile de remédier à leur misère en raison de l'élévation du coût de la vie et de la pénurie des logements. Aussi quand, du 15 avril au 15 mai 1918, un grand nombre de soldats et d'ouvriers furent congédiés des usines de matériel de guerre, cette période marqua pour les deux capitales la phase la plus critique dans les annales du chômage.

En avril 1919, au contraire, la crise de la main-d'œuvre se faisait nettement sentir. Comment expliquer une transformation aussi radicale ? En premier lieu, il faut citer les maladies, l'affaiblissement causé par la sous-alimentation et les conditions de vie insalubres dans les grandes villes. Une cause plus importante fut la réorganisation de l'armée rouge, principalement composée d'ouvriers urbains, les paysans répugnant encore à l'incorporation. Enfin, la famine due à l'occupation par les Allemands des régions agricoles de la Russie méridionale poussa nombre de citadins à se rendre dans les districts ruraux. L'exode vers les campagnes fut encore renforcé en automne 1918 par l'intérêt de la répartition des terres, et plus d'un demi-million d'ouvriers abandonnèrent l'industrie.

Les autorités bolcheviques voulurent empêcher l'effritement des effectifs industriels. La désertion des usines s'accrut cependant durant les deux années qui suivirent, et en janvier 1921, le Bureau de placement de Moscou enregistra 83.000 offres d'emplois pour moins de 13.000 ouvriers disponibles. On put se demander si les 4 à 5.000 fabriques importantes qui avaient été nationalisées pourraient continuer leur exploitation. Leur rendement fut abaissé dans des proportions inquiétantes. C'était, à brève échéance, la ruine de la grande et de la moyenne industrie, ruine qui ne compensait nullement la renaissance du petit atelier rural.

D'excellentes mesures destinées à relever la production des usines et à augmenter le nombre des ouvriers enrayèrent avec peine la baisse du rendement, faute de pouvoir être appliquées dans toute leur ampleur. L'adoption d'un système de salaires et de primes en nature (distribution de vêtements, suppléments à la ration alimentaire) ne put retenir les travailleurs, car la pénurie générale ne permettait pas de les ravitailler en nombre suffisant. De même, l'institution de tribunaux de discipline fut impuissante à empêcher les absences de l'atelier, ces absences étant surtout motivées par la nécessité de se procurer, souvent à de longues distances, la nourriture ou les objets indispensables à la vie.

Sous l'impulsion de Trotsky, on recourut alors à des mesures héroïques qui se révélèrent, dans certains cas, d'une efficacité réelle (par exemple, en automne 1920, pour l'exécution des travaux agricoles dans 37 provinces). Ce furent l'institution du travail obligatoire, la mobilisation de la main-d'œuvre et la création d'armées du travail.

Le décret instituant le travail obligatoire date de février 1920. Des détachements de l'armée et de la flotte pouvaient être employés, selon les besoins, à tous travaux d'utilité publique, les ouvriers qualifiés transférés de l'armée dans les fabriques de l'Etat. Pour procéder à la mobilisation de la main-d'œuvre, l'enregistrement de tous les ouvriers spécialisés fut ordonné et leur recrutement opéré sous la sanction de peines disciplinaires comme le recrutement de l'armée rouge. Cette mobilisation, exécutée d'après des méthodes essentiellement militaires, rendit de grands services, surtout dans la réorganisation des transports, car elle permit d'obtenir 40 à 50.000 ouvriers pour les entreprises de chemins de fer. Quant à l'armée du travail, qui comprenait en juin 1920 environ 32.000 travailleurs enregistrés, dont plus de 12.000 occupés, elle ne semble pas avoir répondu aux espérances qu'elle avait fait naître.

La désagrégation des fabriques d'Etat a eu pour conséquence la renaissance de l'industrie à domicile : les ouvriers qui abandonnaient les villes venaient de petits ateliers dans leurs villages, et cette nouvelle industrie indépendante créa une importante classe de producteurs aisés, travaillant pour leur compte et d'intermédiaires.

La grande industrie ne pourra reprendre son essor que lorsque l'isolement économique de la Russie cessera. Alors le retour des ouvriers aux usines des villes se fera naturellement, les conditions de ravitaillement redevenant meilleures pour les agglomérations urbaines, et l'expérience communiste, jusque-là viciée par d'insurmontables difficultés, pourra être tentée avec succès.



Travail exécuté  
par des ouvriers payés  
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges DANGON, imprimeur.